

DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 14 novembre 2023

DATE DE PUBLICATION : 22 novembre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt et un novembre, à 20 h 30, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES - M. RAMBAUD –M. ÖZTÜRK - Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON - M. KHALID - M. BARAY - Mme MANAÏ-AHMADI – Mme SOW – Mme BAYRAM – Mme CAYOUX - M. JOLIVET – Mme HENRY - M. OREN - M. RENOUF –Mme TORRES – M. TOUANE - M. FAURE - M. GUEDJ – Mme DURAND - Mme LOISEAU

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- Mme PHESOR à M. TOUANE
- Mme RASAMOELY à Mme PASCAUD
- M. BA à Mme TORRES
- M. LALOT à Mme HEUGUES
- M. TAVARES à M. DEMAUMONT
- Mme PERIERS à M. FAURE

ABSENTS

- M. BALABAN

EXCUSÉS

- M. CHRISTODOULOU
- Mme LAMA
- Mme PRIEUX

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme TORRES

OBJET :
Demande de subvention pour la réparation des dégâts et
dommages résultant des violences urbaines depuis le 27
juin 2023

CHALETTE SUR LOING Conseil du 21 novembre 2023

OBJET :
**Demande de subvention pour la réparation des dégâts et
 dommages résultant des violences urbaines depuis le 27
 juin 2023**

Directeur de secteur : Pascale TRATNJEK

Service : Affaires générales et juridiques

Affaire suivie par : Pascale TRATNJEK

Mme Heugues : A la suite des violences urbaines survenues depuis la nuit du 27 juin 2023 sur le territoire national et dont la commune de Chalette-sur-Loing a été victime par plusieurs dégradations, l'Etat a décidé d'intervenir et d'octroyer une aide financière exceptionnelle.

Il est donc proposé d'approuver le principe de la demande d'une subvention auprès de l'Etat en vue de la réparation des dégâts et de la reconstruction des bâtiments publics détruits ou démolis selon le plan de financement prévisionnel suivant :



PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL

Collectivité : CHALETTE SUR LOING

Intitulé du projet : Violence urbaine Chalette sur Loing – juin 2023

DÉPENSES		
Imputation compte	Montant HT	Montant TTC
Voieries	14 875,00 € HT	17 850,00 € TTC
Nettoyage, étalement urgence	3 206,20 € HT	3 847,44 € TTC
Nettoyage, consolidation, diagnostic	3 206,56 € HT	3 847,87 € TTC
Véhicule ASVP 1	26 898,76 HT	32 278,76 TTC
Véhicule ASVP 2	16 089,29 HT	19 307,29 TTC
Travaux bureau ASVP + salle polyvalente Pontonnerie	En attente du chiffrage	
Total dépenses (à compléter)	64 275,81 € HT	77 131,36 € TTC

RECETTES		
Moyens financiers	Montant HT	Taux
Aides publiques		
État - Subvention pour la réparation des dégâts et dommages résultant des violences urbaines depuis le 27 juin 2023	37 863,05 €	59%
Total aides publiques (à compléter)	37 863,05 €	59%
Assurance	26 412,76 €	41%
Emprunts	€	%
Banque des territoires c. autre c.	€	%
Ressources propres	€	%
Total général (à compléter)	64 275,81 € HT (2 chiffres après la virgule)	100,00%

Pour rappel :

Le montant : - des recettes HT

- des dépenses HT

- des devis HT transmis

- de la somme des totaux dans l'échéancier

doivent être égaux au centime près.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20231129-DEL_2023_1102-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/11/2023

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 2023-656 du 25 juillet 2023 relative à l'accélération de la reconstruction et de la réfection des bâtiments dégradés ou détruits au cours des violences urbaines survenues du 27 juin au 05 juillet 2023,

VU la décision n° 41/2023 du 05 octobre 2023 de Monsieur le Maire prise conformément aux délégations reçues par le conseil municipal par délibération du 13 juin 2020, modifiée par délibération du 22 septembre 2020,

CONSIDERANT la nécessité de réparer les dégâts subis et reconstruire les bâtiments publics détruits ou démolis,

ENTENDU les explications du rapporteur,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE le principe de la demande d'une subvention auprès de l'Etat selon le plan de financement prévisionnel tel que précisé dans le tableau ci-dessus ;

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	29	
Votes pour	29	
Votes contre	0	
Abstentions	0	

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL
et le compte-rendu de la présente délibération ont
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12
du CGCT,*

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet
acte à compter du*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de
la date de sa publication.*



Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT.